

Unité départementale de la Marne
Horaires d'ouverture : 9h30-11h30 / 14h00-16h00
Parc technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51 100 REIMS

Reims, le 13/09/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SB CERAMIC

12 AV DE LA REPUBLIQUE
51300 Vitry-le-François

Références : D1 c 2024 674
Code AIOT : 0005701785

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/06/2024 dans l'établissement SB CERAMIC implanté 12 AV DE LA REPUBLIQUE 51300 Vitry-le-François. L'inspection a été annoncée le 14/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite fait suite aux 3 précédentes visites des 3 novembre 2015, 25 août 2016 et 10 juillet 2023 dans le cadre de la cessation des activités de l'entreprise SB CERAMIC liquidée judiciairement par décision du tribunal de commerce de Châlons-en-Champagne en date du 2 juillet 2015. La cessation à ce jour n'a toujours pas été achevée.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SB CERAMIC
- 12 AV DE LA REPUBLIQUE 51300 Vitry-le-François
- Code AIOT : 0005701785
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SB CERAMIC à Vitry-le-François, anciennement LECICO France, a cessé son activité en

juillet 2015 à l'issue de procédure de redressement puis de liquidation judiciaire. Maître Deltour puis Maître RIQUELME ont été désignés mandataires de liquidation.

L'usine comprend 4 unités de production réparties de part et d'autre du Canal entre Champagne et Bourgogne dont la plus vieille unité date de la fin du 19ème siècle. L'établissement était autorisé par arrêté préfectoral du 30 décembre 2009.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Suite mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 28/08/2023, article 1	Consignation	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La mise en sécurité de l'établissement ainsi que l'éventuelle remise en état du site n'ont toujours pas été réalisées. Suite à l'arrêté préfectoral de mise en demeure en date du 28 août 2023, l'inspection a refait un point sur la situation de l'établissement à travers cette visite d'inspection. Il s'avère que les prescriptions de cet arrêté préfectoral ne sont toujours pas respectées. L'inspection propose donc à monsieur le préfet de la Marne un projet d'arrêté préfectoral de consignation de somme.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suite mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 28/08/2023, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en sécurité du site
Prescription contrôlée : La SELARL AMANDINE RIQUELME, dont le siège social est situé 13 bis boulevard Foch, Reims Cedex 51 722, est mise en demeure, pour les installations pour lesquelles elle a été désignée comme liquidateur judiciaire, situées 12 avenue de la République, 51 300 Vitry-le-François de respecter les prescriptions de l'article R.512-39-1 du code de l'environnement, en vigueur à la date de la cessation d'activité. En particulier, elle met en place les mesures relatives à mise en sécurité et la remise en état éventuelle de l'établissement (ensemble du périmètre ICPE autorisé en 2009)
Constats : Depuis la dernière visite d'inspection en date du 10 juillet 2023, le site est resté en l'état. Aucun dispositif de surveillance des effets de l'installation dans son environnement, notamment la surveillance de la nappe souterraine n'a été mis en place par le mandataire judiciaire. De plus, aucune évacuation des déchets n'a eu lieu ni aucun travaux de dépollution. Pour rappel, les locaux ont été vidés du matériel de production, à l'exception des lignes de fours non déplaçables. Il reste cependant une grande quantité de déchets issus des activités passées de l'établissement (émaux, palettes, moules, produits non cuits, produits non réutilisables etc) que ce soit du sous-sol jusque dans les étages, et ce, dans tous les bâtiments encore présents sur le site. Le mandataire judiciaire, par courrier daté du 9 août 2023 a indiqué "Après avoir revu le dossier, il s'avère que les quelques fonds restants dans le cadre de cette Liquidation Judiciaire seront appréhendés par les frais de justice. Je ne dispose donc d'aucune trésorerie permettant de faire face à la moindre mesure d'investigation." L'inspection constate donc que les prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 28 août 2023 ne sont pas respectées. L'inspection propose donc à monsieur le préfet de la Marne, un projet d'arrêté préfectoral de consignation de somme en vertu de l'article L171-8 du Code de l'Environnement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Consignation